



Nouveau bilan sur l'état policier macronien en France

La suite à en donner

Par [Jean-Yves Jézéquel](#)

Mondialisation.ca, 18 août 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

Où en sommes nous de l'hécatombe criminelle déchaînée par la France du fascisme macronien sur le peuple représenté par les Gilets jaunes luttant pour le respect constitutionnel et une vie tout simplement décente?

Les dernières données statistiques que l'on glane à partir de plusieurs sources, s'avèrent sidérantes et il est difficile de reconnaître que la France a perdu toutes ses libertés publiques ainsi que sa Constitution qui, depuis un certain temps, n'a plus aucun rapport avec l'expression de la volonté de toute la nation française. Le peuple Français n'est plus souverain, d'ailleurs il ne l'a jamais vraiment été du fait de ce régime parlementaire dit « représentatif », ayant un rapport direct avec le modèle aristocratique mais non démocratique, comme on l'a déjà expliqué dans un article précédent.

Aujourd'hui, 18 août 2019, le bilan de la dictature macronienne à notre disposition est le suivant :

Environ 1 million de Gilets jaunes sont mobilisés sur tout le territoire national, les DOM TOM, inclus, représentant 72% des Français sympathisants, selon le dernier sondage des crises...

860 signalements à l'IGPN qui jusqu'à présent a couvert tous les abus

2 morts de plus = 14 morts

315 blessures graves à la tête

24 éborgné(es) dont 18 devenus aveugles d'un oeil

5 mains arrachées

18 blessures à la main

28 blessures au dos

75 blessures aux membres supérieurs

131 blessures aux membres inférieurs

4 blessures graves aux parties génitales

125 autres, non renseignées

164 intimidations, insultes de la part des milices de l'État fasciste macronien, entraves à la liberté de la presse.

Nous donnons les chiffres officiels du 5 mai 2019, communiqués par le Ministère de l'Intérieur et qui sont évidemment fantaisistes puisque la réalité les dément.

2448 manifestants blessés ; en réalité : 2891 blessés

206 policiers blessés ; en réalité 1200 policiers blessés

561 signalements à l'IGPN

0 (zéro) policiers condamnés: ni sanctions ni licenciements.

19.071 tirs de LBD 40

1428 tirs de grenades lacrymogènes

5429 tirs de grenades GLI-F4 (TNT) mutilantes

12.107 gardes à vue

2000 condamnations (arbitraires)

800 personnes condamnées à de la prison ferme, sursis ou cumulant les deux. Signalons que la 13e chambre du tribunal correctionnel de Paris a annulé les réquisitions du procureur de Paris prises pour le 28e samedi de mobilisation des gilets jaunes, le 25 mai dernier.

Conséquence : les contrôles préventifs sont jugés illégaux et des procédures dans leur globalité pour les manifestants ont été annulées. Cette décision indique que le jugement est un appel à la prudence pour le procureur dans le cadre de ses réquisitions.

Ce jugement désormais pourra faire jurisprudence dans d'autres procédures impliquant des Gilets jaunes jugés après des contrôles préventifs dans le cadre de réquisitions. Le 25 mai, les policiers avaient procédé à 7.244 contrôles préventifs dans la capitale, dans les gares mais aussi sur les axes routiers.

Dans les nouveaux blessés, en date du 31 juillet 2019, il y a :

635 manifestant-es

49 mineur(es) et lycéen(nes)

28 passant(es)

115 journalistes

33 médecins

On rejoint peu à peu, en nombre de morts, le record de mai 1871, sous le Régime de Adolphe Thiers! Le bilan global est horrifiant: dans quoi la France a-t-elle basculé? Elle a basculé dans le saccage volontaire des libertés publiques, dans l'anéantissement pur et simple de l'État de droit, du fait que des amateurs, les charlatans de la politique LREM, se soient emparés du Pouvoir à la faveur de la perversion du système électoral et des manipulations médiatiques aux ordres de cette classe de tyrans qui ne veut pas entendre parler de démocratie. Les escrocs au pouvoir ne veulent pas entendre les revendications légitimes du peuple majoritaire: ils ont décrété que tout ce qui contestait leur dictature devait être anéanti. Nous voyons donc s'allonger la liste des morts, des blessés graves, des arrestations abusives, des condamnations illégales... Des vies sont définitivement brisées et le sang a commencé à couler abondamment sur la France.

Face à une telle hécatombe, que peut-on dire de plus, sinon que la guerre est revenue en Europe et que c'est le Régime de Macron qui l'a commencée. Car, en effet, la guerre civile désormais en place sur le sol français, va devoir s'étendre au reste de l'Union Européenne, puisque la dictature des Traités européens légitime celle du régime macronien. Nous aurions tort de relativiser un tel bilan, car il est révélateur de ce qui l'inspire: l'imposition par la force de l'idéologie ultra libérale sur des peuples qui revendiquent la démocratie incompatible avec elle.

Il est évident que ultra libéralisme et démocratie sont incompatibles, comme nous l'avons démontré dans des articles précédents.

Le « Conseil National de la Résistance des Gilets jaunes » peut donc rappeler à ses réseaux, représentant près de 1 million de personnes mobilisées depuis novembre 2018, répartis sur tout l'Hexagone, ses morts et ses blessés au combat pour la liberté, pour la souveraineté constitutionnelle du peuple; pour une vie décente, pour une justice sociale et fiscale. Les actions de mobilisations peuvent aussi être redéfinies, selon chaque Région et prendre la direction d'une offensive multi factorielles sur le terrain, de préférence en dehors des villes.

A cette fin, il est utile de signaler aux réseaux de la Résistance des GJ engagés sur le territoire national, les actions qui seraient appropriées, selon le contexte Régional de chacun d'eux.

Par exemple: dans la région Bretagne, département du Finistère, et dans la Région parisienne, département de la Sarthe, se trouvent deux sociétés qui fabriquent les munitions qu'utilise la milice macroniste pour maltraiter arbitrairement et illégalement nos concitoyens qui manifestent. Nous savons que ce pouvoir oblige les Gilets jaunes à respecter leurs règles, et non pas celles d'une légitimité constitutionnelle, pendant qu'eux-mêmes trichent ouvertement avec les règles qu'ils ont eux-mêmes fixées, anéantissant l'État de droit et organisant une authentique dictature de l'arbitraire absolu, celle d'un État mafieux.

Nous signalons aux réseaux de ces deux Régions l'existence de ces deux sociétés: il s'agit de l'entreprise française Alsetex basée à Précigné, dans la Sarthe et Nobel Sport qui a son siège à Paris mais qui fabrique des grenades fumigènes, lacrymogène, assourdissantes de tous les calibres dans son usine de Pont-de-Buis-lès-Quimerc'h en Bretagne dans le Finistère. (GLI-F4 SAE Alsetex ; DBD/DMP SAPL Verney Carron ; OF F1 SAE Alsetex ; grenades à effet de souffle (gaz+TNT) et grenades de « désencerclement » qui sont des projectiles en caoutchouc et plastique dur, faisant gravement problème.) Comment ces deux usines, ou leur système de livraison, pourraient cesser de nuire? Comment faire en

sorte que les milices de Macron, Philippe et Castaner, ne soient plus ravitaillées?

Il est parfaitement légitime d'empêcher l'opresseur ultra libéral macronien d'utiliser les armes de la violence ou faire en sorte que la politique de répression se retourne efficacement contre ceux qui la mettent en oeuvre.

Rendons le pillage impossible.

Le refus de collaborer avec l'idéologie fasciste ultra libérale (voir chapitre sur ce thème dans « L'insurrection des Gilets jaunes et la nouvelle société qui vient ») impliquant ce système de pillage des personnes est efficace et constitue une forme de résistance qui est un combat de libération.

Dans cet ordre d'idée, on constate, en effet que la neutralisation des radars se poursuit, et précisément ceux qui ne sont pas là pour la sécurité routière, comme on peut aisément le démontrer, mais pour le pillage organisé par le banditisme de grand chemin devenu « légitime », parce qu'il est pratiqué par l'État dit abusivement de « droit ».

Dans le même sens, tous les péages de France et de Navarre sont « illégitimes » et profitent, encore une fois par le pillage, aux sociétés qui vivent à nos dépens et en volant une richesse nationale. Cela se justifie d'autant plus que la vente de l'exploitation des routes nationales à des sociétés privées est à son tour au programme du bradage macronien du patrimoine commun. On peut donc également constater que des opérations conjointes actuellement en cours, se déroulent sur tout le territoire national, pour la neutralisation des péages en permettant à nos concitoyens de circuler sur les routes, qui nous appartiennent, sans être pris en otages ou sans être rackettés...

Suggérons à la macronie que pour trouver l'argent nécessaire à leur entretien, il suffirait d'éviter d'engager le pays, sans son avis, dans des guerres **illégal**es aux côtés des USA, en Syrie, en Libye, en Afghanistan, en Afrique et ailleurs, qui en plus d'être illégales et ruineuses sont aussi criminelles.

Dans ce même ordre d'idée, il serait possible de rendre l'impôt direct et indirect difficile pour le racket abusif de l'État qui favorise fiscalement les riches, en adoptant une dissidence massive par l'organisation légitime des « communaux collaboratifs ». Les riches désirant rester riches devraient alors assumer l'essentiel de l'impôt et non pas la masse des plus modestes comme c'est toujours le cas actuellement.

En venir aux « Communaux collaboratifs ».

Grâce notamment à Internet, nous avons aujourd'hui la possibilité d'identifier un cercle de confiance à partir duquel nous avons déjà, organisé une résistance. Une organisation a pu se faire directement et sans être limitée. Elle peut aussi passer par la résistance économique qui contourne la stratégie ultra libérale du Pouvoir supra national qui s'est imposé aux Etats Nations en Europe. Le refus de collaborer avec ce système de pillage des personnes est efficace et constitue une forme de résistance qui est un combat de libération.

Un compte ou un échange basé sur la réciprocité comme le SEL, les monnaies sociales comme le SOL, les échanges de temps ou de savoir, échappent au contrôle piloté par l'organisation du pillage des peuples pour les intérêts du grand capital...

Un tel cercle vertueux doit pouvoir répondre par ses propres moyens à la «masse critique des besoins et des désirs de ses membres».

Lorsque son autonomie est assurée vis à vis de l'extérieur, il reste à créer une interaction entre plusieurs cercles et ainsi de suite.

Chaque cercle doit évidemment repérer les éléments pouvant mettre en danger un tel processus d'auto-organisation. Parmi ces dangers, il y a aussi des logiques diffuses de servitude inconsciente et parfois carrément volontaire. Cela suppose une prise de conscience d'un problème se trouvant en soi-même et pas seulement à l'extérieur de soi-même. Tout cela permet d'analyser les leviers d'action et de réunir les alliés potentiels.

La résistance dont nous parlons est, certes, une résistance au chaos ultra libéral, mais aussi une reconstruction d'un lien social nouveau. C'est la collaboration entre humains, organisés en collectifs ou en communaux qui permettra d'éliminer la rivalité, la prédation, la loi du plus fort, la concurrence opposée à la complémentarité, mettant en échec l'idéologie du fascisme ultra libéral, la remise en cause de l'ordo libéralisme européen ou dictature techno-fasciste adoptée et imposée par l'Union Européenne à tous les Etats-Nations qui la composent et qui ont été atomisés pour les placer sous tutelle d'une seule et unique gestion supra nationale.

La monnaie sociale est également protégée des phénomènes de déstabilisation extérieure. Le SOL est sécurisé par une carte à puce. Les billets de SOL intègrent une puce électronique. Pour éviter la déstabilisation intérieure, toutes les innovations sont mises en réseau, il y a l'AMAP, les circuits courts, le financement solidaire, les expériences type « terre de liens » ou « villes en transition », les logiciels libres, les réseaux sociaux qui permettent l'organisation d'une résistance par la diffusion de l'information concernant notamment les expériences anticipatrices et les innovations démocratiques... Pour retrouver la possibilité du travail créatif en abandonnant la logique du marché de l'emploi et l'obligation marchande de se vendre au prix du vendeur et au détriment du vendu, pour retrouver toute son autonomie et sa dignité humaine, il est possible en effet de « traverser la rue », celle qui sépare le monde désuet de la religion de marché avec sa logique prédatrice, du monde des «prosommateurs»: les consommateurs devenus leurs propres producteurs grâce à leur travail créatif émancipé du travail pénal assujéti aux impératifs du capital dont la seule loi est celle du profit.

La bonne entente est centrale, le bonheur de vivre une expérience commune dans laquelle on se réapproprie son existence, est une qualité que l'on peut vivre dans l'intensité et non pas selon des critères marchands de quantité. C'est l'échange de la pluralité des traditions du sens qui peut permettre cette intensité.

Bien entendu, il est évident que cela implique concrètement la sortie du système bancaire actuel qui nous enferme dans l'organisation de la captivité ultra libérale.

Les communaux collaboratifs c'est la promesse faite entre des personnes de se tenir ensemble, se jurant assistance; c'est s'engager à se soucier les uns des autres et à se défendre contre tout oppresseur. Une commune c'est un serment commun. Le « communal collaboratif » c'est le serment de se confronter ensemble au monde. C'est compter sur ses propres forces communes pour s'assurer la liberté, la justice sociale et fiscale et le bonheur de partager une communauté de destin. Il s'agit d'une qualité de lien et une façon d'être dans le monde. La commune de Paris en 1871 c'était cela : des gens qui ont consenti à se lier les uns aux autres.

Se réappropriier la souveraineté citoyenne.

La priorité absolue pour nous désormais, c'est le tirage au sort d'une Assemblée Constituante, **sans l'avis de personne actuellement au pouvoir**. Le peuple, via « Le Conseil National de la Résistance des Gilets Jaunes », doit prendre en mains cette initiative et organiser ce tirage au sort. Puis, l'Assemblée Constituante se mettra au travail. Lorsqu'une nouvelle Constitution aura été donnée à la France par les Français, ils déposeront tous les «élus» et passeront à une nouvelle forme de gouvernance qui n'aura plus rien à voir avec la monarchie absolue républicaine que nous connaissons.

Nous devons agir par nous- mêmes, **sans l'avis de ce Pouvoir actuel en place** que nous devons ignorer.

Lorsque le Tiers-État a pris l'initiative de se réunir à la salle du jeu de paume, contre l'avis du Roi, de la noblesse et du clergé, c'était pour se promettre de donner une Constitution à la France. Tant que ce travail ne serait pas achevé, le Tiers-État ne se séparerait plus pour que ses membres rentrent chacun chez soi. Nous devons faire de même: sans l'avis de personne, nous devons réécrire une nouvelle Constitution à la France et les Gilets jaunes ne se sépareront plus tant qu'un referendum n'aura pas entériné cette nouvelle Constitution.

Si le Pouvoir en place ne veut pas se plier à la volonté du peuple, en reconnaissant la nouvelle Constitution, alors nous ferons la même chose qu'en 1789, nous le déposerons par la force.

Quelle stratégie de mise à pied de l'oligarchie au pouvoir?

Ce gouvernement dit « représentatif » a déjà été abaissé au niveau où il place d'office et crapuleusement les insurgés, les traitant de « foule haineuse », c'est-à-dire, en ayant obligé la police à n'être qu'une milice de voyous et l'appareil judiciaire, une association de malfaiteurs.

Dans cet ordre d'idée, nous constatons que se multiplient les neutralisations efficaces des permanences des « députés » LREM, faisant actuellement la pluie et le beau temps sur la France. La neutralisation des lignes téléphoniques ou internet, en agissant sur les câblages alimentant les permanences LREM, semble se poursuivre actuellement sur l'ensemble du territoire national. Le pouvoir tait ces informations pour ne pas donner plus d'idées à la Résistance qui étend chaque jour son champ d'actions. L'objectif poursuivi, dans l'immédiat, est celui de dissuader la politique macronienne de destruction du patrimoine français.

Puisque le Pouvoir n'est plus dans les Institutions de « l'État de Droit » réduit à néant, puisque désormais il est dans l'organisation même de ce monde flibustier, il était prévisible que la Résistance aille logiquement s'attaquer à cette organisation. S'attaquer à cette organisation, c'était donc s'attaquer au Pouvoir lui-même. Le Pouvoir s'étant fondu dans le décor, respecter ce décor, comme étant quasi sacré, aurait voulu dire respecter ce Pouvoir qui est justement condamné pour trahison.

Disons-nous bien qu'une insurrection, c'est d'abord une capacité à l'auto-organisation de la vie commune qui de ce fait ravage les infrastructures du Pouvoir descendu dans les formes. La résistance des GJ cherche donc, de toute évidence, à rendre ces infrastructures inutiles et donc inutilisables.

Cette capacité à l'auto-organisation provoque naturellement un blocage du Pouvoir, puisque

celui-ci est dans l'organisation de ce monde. En effet, si je vais dans l'auto-organisation, je sors de l'organisation, je m'en émancipe et le Pouvoir se retrouve ipso facto sans pouvoir.

Si le Pouvoir actuel dépend notamment des flux, il est normal de s'attendre à ce que les flux soient bloqués à leur tour, que ce soit directement ou indirectement. Directement : c'est lorsque les sites seront bloqués. Indirectement : c'est lorsqu'une masse de gens cessera d'utiliser les flux obligés, dominés, contrôlés par les dominants. Peu à peu, des millions d'utilisateurs refusent de se servir des GAFAS et s'attaquent physiquement à ces flux en n'importe quel point du système, même sans bouger de chez eux, et grâce à cela, ils attaquent politiquement le système dans son ensemble, ce système qui nous contrôle et nous domine.

Il est prévisible que « Le Conseil National de la Résistance des GJ » fera prochainement appel à ceux qui ont une connaissance technique importante de l'utilisation des algorithmes et de l'organisation de ce monde qui en dépend, à l'exemple des services de la CIA qui ont récemment attaqué le fonctionnement des centrales électriques du Venezuela. (La particularité des GJ étant celle de la Résistance et non pas celle de ce terrorisme pratiqué par l'État, comme l'action de la CIA qui a été évoquée, il va de soi que les GJ excluent de s'attaquer aux infrastructures qui concernent le bien vivre de leurs concitoyens.)

Sur le plan purement individuel, il est encore possible de refuser d'avoir un profil virtuel, un Smartphone ou un contact habituel avec des systèmes de données online. Grâce à l'organisation légitime de la vie en « communaux collaboratifs », hors des circuits bancaires et étatiques, il serait possible d'utiliser tous ces moyens informatiques en dehors du système qui les verrouille et ainsi échapper au dressage, à la manipulation et à la surveillance de masse organisée par ce pouvoir qui nous traite en esclaves ayant l'obligation d'être rentables pour la cause de l'ultra libéralisme et des seuls profiteurs d'en haut qui font bombance grâce à cet enfermement sciemment conçu pour nous contrôler dans nos choix à la micro seconde près...

Sur le plan individuel et collectif, il est aussi possible et légitime de boycotter tous les medias collabos ou medias « mainstream » dans leur ensemble : télévisions, radios et périodiques, presse écrite, qui colportent le discours officiel manipulateur de l'opinion publique, du fait qu'ils sont exclusivement entre les mains de quelques milliardaires amis, protecteurs et souteneurs macroniens, et ainsi faire chuter massivement les courbes d'audience comme les abonnements...

Il est aussi indispensable de boycotter massivement tous les produits alimentaires qui viendront inonder le marché français grâce à la signature du CETA et du TTIP qui sera la suite logique du CETA, et qui est déjà en préparation depuis longtemps, à l'insu des peuples dont l'avis ne compte pas. Les GJ nous indiquent la voie qui permet de faire échec à cette politique de trahison en ruinant les circuits du business qui veulent faire leur beurre au dépens de nos petits producteurs. Dans l'actualité, chacun doit savoir reconnaître les nouveaux produits à boycotter qui seront identifiables par les codes barres 754 et 755. C'est la logique marchande du profit pour le profit qu'il faut corriger en amont de tout cela, et chacun sera gagnant, même en Amérique du Nord.

Un mouvement dissident sécessionniste fondateur.

L'organisation de la Résistance à l'occupation ultra libérale, va naturellement regrouper les résistants hors des villes et constituer des réseaux autonomes, en rupture complète avec le

modèle ultra libéral dominant. Le pouvoir actuel cherche précisément à détruire cette convergence de la dissidence sécessionniste. Les Gilets jaunes ne vont pas se laisser aller à une marginalité inoffensive pour le système. Ils vont au contraire habiter un territoire en assumant sa configuration située du monde, leur façon d'y vivre et d'y demeurer, leurs valeurs, leurs vérités, et à partir de cela entrer en conflit ou en complémentarité avec les autres entités sociales du monde.

Il s'agit pour eux de se lier stratégiquement aux autres zones de dissidence, comme cette expérience de Tarnac dans le Limousin qui est reliée à celle de la commune du Val de Suse en Italie; comme la communauté de Marinaleda en Espagne qui est reliée au Venezuela, Ecuador, Bolivie... Les Gilets jaunes pourraient bien également s'inspirer de la stratégie gagnante du Chiapas au Mexique, qui est parvenu au résultat de l'auto-organisation d'un « Communal collaboratif » performant et totalement émancipé de la dictature ultra libérale. Il s'agit donc, de communiquer d'ores et déjà avec ces autres contrées amies, sans frontières. Des membres du « Conseil National des Gilets jaunes » représentant toutes les Régions de France, pourraient se rendre prochainement dans ces communes et voir comment elles se sont organisées pour initier les mêmes expériences dans toutes les communes qui sont aux côtés des Gilets jaunes. La sécession peut rompre avec la conception ancienne du territoire national. Il s'agit de se regrouper en archipels de communautés de destin, même si des milliers de km les séparent...

Dans le même ordre d'esprit, nous constatons également que des maires, luttant aux côtés des Gilets jaunes, décrochent solennellement du mur de leur mairie, le portrait du charlatan de la politique qui se prend pour le Président de la République Française. Pourrais-je suggérer qu'ils remettent à sa place un portrait de Jean Moulin qui aurait le mérite d'avoir un sens, puisqu'il est l'inspirateur implicite des actions de la Résistance des GJ contre l'occupant fasciste ultra libéral macronien?

C'est notre organisation quotidienne dans la complémentarité qui nous ferait découvrir que l'État tel qu'il est imaginé et construit, est une imposture, il est inutile. Nous pourrions découvrir que le gouvernement, tel qu'il est pratiqué, est en réalité superflu, et que sans lui la coopération deviendrait aussitôt naturelle y compris dans les domaines de l'éducation et de la santé. Il s'agit pour les GJ de faire exister tout simplement la démocratie et il n'y a pas plus légitime que cela.

Le secret de la réussite d'une telle initiative, c'est qu'il faut aller voir ailleurs, aller à la rencontre des autres qui font la même démarche. Il faut discerner les mouvements qui convergent, les communes amies, les alliances possibles, les résistances nécessaires selon une logique de la stratégie et non pas de la dialectique. Il faut créer du lien, de la connexion, des échanges. Il ne faut surtout pas de leader particulier, pas de tête que le Pouvoir pourrait couper, pas d'individu à isoler pour tuer un mouvement. Cette organisation de Résistance doit rester polynucléaire, sans hiérarchie, communaliste, diffuse, invisible au sens institutionnel. En fait, la guerre de tous contre tous n'est pas ce qui vient quand l'État, tel qu'il a été conçu, (théocratique et non pas démocratique), n'est plus là, mais c'est ce qu'il organise habilement tant qu'il existe.

CONCLUSION

Enfin, rappelons également que le temps est désormais proche où, à l'image de ce qui s'est produit à la libération en 1945, les « élites » au pouvoir devront rendre des comptes au peuple redevenu souverain...

Ce que j'ai pointé dans ce texte concernant le bilan des actions des Gilets-jaunes, c'est une « sorte » de « guérilla » au sens de la « Résistance », des opérations éclairs, des attaques sur les infrastructures du pouvoir qui ne dérangent pas les secteurs du bien vivre de nos concitoyens. Dans cette perspective, les Gilets jaunes peuvent gagner en popularité, en estime, en reconnaissance et en soutiens de la part de tous ceux qui ont encore quelque chose à perdre mais qui souffrent beaucoup, comme les classes moyennes, du désastre de l'idéologie fasciste ultra libérale incarnée par la politique de l'UE et les serviteurs qui la défendent à travers une surenchère de la radicalisation des « élites ».

Jean-Yves Jézéquel

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Jean-Yves Jézéquel](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Jean-Yves Jézéquel](#)

A propos :

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une trentaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca